

## José Gotovitch, 50 ans au cœur et aux marges de l'historiographie de la Belgique contemporaine<sup>1</sup>

Martin Conway et Pieter Lagrou

Depuis plus d'un demi-siècle, José Gotovitch est au cœur de la production de l'histoire contemporaine en Belgique. Avec, entre autres, *L'an 40* et *Du Rouge au Tricolore*, il est l'auteur de monographies et d'articles qui ont fait date. Dès 1964, il participa à la création d'un Centre d'Histoire des deux Guerres mondiales et il a été la cheville ouvrière de tous ses successeurs jusqu'au Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGESOMA), qu'il dirigea de 1989 à 2004. Il a toujours été à la fois chercheur, enseignant, voix critique dans le débat public, animateur d'équipe, bâtisseur. Son profil ne correspond pourtant en rien à celui de patron universitaire, ni par son parcours, ni par ses engagements, ni par ses objets d'étude. C'est ce paradoxe que ce rendu d'un entretien à trois voix cherche à explorer.

### Étudiant et militant

José Gotovitch est né à quelques jours seulement de l'invasion allemande, le 12 avril 1940 à Bruxelles. Ses parents tiennent une boutique de bas et de chaussettes rue des Tanneurs dans les Marolles<sup>2</sup>. Le 3 septembre 1942, lors de la rafle des Marolles, il échappe dans les bras de sa mère par les toits jusque dans la maison de voisins belges qui tiennent une épicerie. La maison des Gotovitch est perquisitionnée, mais la famille échappe à la déportation. À partir de décembre 1942 jusqu'à la libération, José et Louise, sont placés en « pension » comme enfants cachés dans la province de Namur. En septembre 1944, ils retrouvent leur quartier et les écoles maternelles et primaires de la ville de Bruxelles. Sorti de l'école primaire Charles Buls en 1951, l'Athénée Robert Catteau, pourtant le plus proche, avait fermé ses portes donnant sur le bas de la ville et sa population et le jeune Gotovitch est redirigé vers l'Athénée Léon Lepage, rue des Riches Claires. L'enseignement des athénées de la ville de Bruxelles à l'époque est élitiste, focalisé sur la reproduction des savoirs, ne tolérant aucune initiative des élèves. Pour le cours d'histoire, il s'agit donc d'apprendre par cœur le manuel scolaire *Histoire de Belgique* de Frans Van Kalken, lu à haute voix par des enseignants bien peu inspirés<sup>3</sup>. Ce n'est donc pas sur les bancs de l'école que sa vocation d'historien prend forme, mais bien lors des conférences organisées par le Parti Communiste de Belgique (PCB) que le jeune militant fréquente. Au *Salon de l'Horloge*, brasserie de la Porte de Namur, dans une salle pouvant contenir une centaine d'auditeurs, le parti invite régulièrement des historiens membres du parti communiste français, comme Émile Tersen (1895-1974), dont une conférence plaçant la crise de Suez dans un large panorama d'histoire coloniale marque le jeune Gotovitch, ou encore Albert Soboul (1914-1982) qui lui fait découvrir l'histoire marxiste de la Révolution française. C'est sa sœur aînée Louise qui lui transmet la fibre militante, en l'abreuvant de lectures révolutionnaires et en l'entraînant dans les réunions. A 12 ans, José adhère à l'organisation sioniste d'extrême gauche Hashomer Hatzair (*La Jeune Garde*) et ensuite à l'Union Sportive des Jeunes Juifs, organisation de jeunesse laïque et militante proche du parti

<sup>1</sup> Cette contribution est issue d'un entretien avec José Gotovitch réalisé par Martin Conway et Pieter Lagrou le 27 novembre 2018.

<sup>2</sup> Voir "Huidevettersstraat 191: De familie Gotovitch" dans *Brood en Rozem* 2018/1, pp. 55-61. Il s'agit d'un entretien de Paule Verbruggen et Kim Descheemaeker avec José Gotovitch, illustré de photos de famille de l'époque.

<sup>3</sup> Bruxelles, Office de Publicité, 1920, 644p.

communiste. À 18 ans, il intègre les Pionniers du PCB, outrepassant la réticence initiale de ses parents vis-à-vis d'une affiliation avec une organisation communiste. Il dira : « en à peine deux ans, j'ai migré de la rue juive à la rue belge ». C'est en tant qu'élève de rhéto qu'il publie ses premiers comptes rendus de livre dans les pages culturelles du *Drapeau Rouge* sous le pseudonyme de Michel Rivière<sup>4</sup>, marchant à nouveau dans les pas de sa sœur Louise.

Bon élève, aussi à l'aise à l'écrit qu'à l'oral, ses parents rêvent pour lui d'une carrière de médecin ou d'avocat et c'est donc tout naturellement qu'il s'inscrit en 1957 simultanément en droit et en histoire à l'Université Libre de Bruxelles (ULB). En première candidature, les deux programmes de cours sont identiques, au cours de psychologie près, réservé aux seuls étudiants juristes. Quand, l'été de sa première année, il décide de ne pas présenter l'examen de psychologie, son choix est fait : il sera historien. À l'ULB, il trouve dans le cercle des étudiants communistes un milieu accueillant. Il adhère pour la première fois formellement au parti et se retrouve très vite rédacteur de la revue des étudiants communistes, en se consacrant notamment aux rubriques très fournies sur la vie culturelle. Chris Borms (1936-2000), de 4 ans son aîné, futur journaliste emblématique de la télévision publique flamande BRT, sera son maître à penser : cosmopolite, multilingue et, chose rare, disposant d'une voiture. C'est aussi en juillet 1957, l'été avant sa première inscription à l'ULB, qu'il participe au Festival Mondial de la Jeunesse à Moscou, événement extraordinaire auquel participent 30 000 jeunes venus du monde entier, dont une délégation de 350 étudiants de l'ULB, menée par Roger Lallemand (1932-2016), président du Cercle du Libre Examen et avocat engagé. Les délégations internationales sont reçues comme des dieux, dans un enchaînement somptueux de conférences et de spectacles, dans une atmosphère festive de fraternisation et de démonstration de la splendeur du communisme en Union soviétique, sous la direction de Nikita Khrouchtchev. C'est aussi, pour de nombreux Moscovites, la première occasion de côtoyer des étrangers.

Côté enseignants, l'accueil est plus austère. Le département d'histoire est composé d'élèves de Paul Bonenfant (1899-1965), médiéviste, paléographe et spécialiste de la diplomatie qui terrorisait ses étudiants, dont Gotovitch, très peu porté sur la paléographie. Son élève Jean Stengers (1922-2002) est certes un professeur passionnant, mais aussi celui qui se distingue d'emblée comme un « réactionnaire », consacrant ses trois premiers cours à une déconstruction du matérialisme historique. Stengers est perçu comme un « ennemi politique », un positiviste belge, vénérant Henri Pirenne (1862-1935), et inaccessible aux étudiants. Dans ses cours, qui couvrent l'histoire contemporaine de la Belgique jusque 1914, il consacre une attention particulière à l'histoire coloniale. Dans son séminaire de deuxième candidature Gotovitch explore la découverte du Congo sous Léopold II et la pénétration des Arabo-Swahilis. Guillaume Jacquemyns (1897-1969) est le seul à faire exception dans ce milieu de médiévistes ou anciens médiévistes positivistes. Socialiste, il est un des premiers à conduire de grandes enquêtes d'histoire sociale et économique, à l'Institut de Sociologie, dont son étude pionnière sur *La société belge sous l'occupation allemande* (Bruxelles, 1950), mais aussi des études sur la vie sociale dans les bassins houillers, au Borinage, en Italie, en Pologne et en Roumanie et son *opus magnum* sur la famille Langrand-Dumonceau, banquiers et entrepreneurs belges du milieu du dix-neuvième siècle. Seulement, Jacquemyns est tout sauf un enseignant charismatique et ses séminaires de recherche se résument pour cette année-là à des relevés interminables de cotes boursières par ses étudiants. C'est pourtant bien sous la direction de Jacquemyns que Gotovitch prépare son mémoire de licence sur la presse censurée pendant la Première Guerre mondiale. C'est le sujet le plus contemporain proposé dans le département d'histoire de l'ULB à l'époque qui permet à son auteur de découvrir la presse comme source cruciale pour l'histoire contemporaine, mais aussi la

---

<sup>4</sup> Le pseudonyme lui est inspiré par le protagoniste du roman *L'âme enchantée* de Romain Rolland, l'un des livres révolutionnaires que Louise lui donne à lire. Ce n'est que plus tard qu'il se rend compte que le prénom du personnage de Rolland est Marc, et pas Michel.

censure, et, à travers elle, le monde des archives allemandes, deux champs d'étude qu'il n'abandonnera plus.

C'est l'engagement politique qui pousse le militant du parti communiste tout naturellement vers l'histoire la plus contemporaine, mais c'est aussi l'histoire familiale qui donne à l'étudiant une certaine facilité pour la langue allemande. Chez les Gotovitch, les parents parlent exclusivement en français aux deux enfants (José et sa sœur aînée), mais ils parlent yiddish entre eux. La tonalité du yiddish lui est donc familière, ce qui lui donne un bon accent en allemand, même si son enfance ne lui a jamais permis de vraiment le comprendre. Autre atout de taille pour un francophone de sa génération : en bon *brusseleir*, le néerlandais n'a jamais été un obstacle pour lui. C'est en communiste et expert des sources allemandes que le jeune diplômé débute sa carrière.

Au moment où il termine ses études universitaires, en septembre 1961, Gotovitch devient cofondateur et secrétaire national de l'Union Nationale des Étudiants Communistes (UNEC), fonction qu'il occupera jusqu'en 1962. Il est embauché pendant deux mois comme permanent au parti pour classer les archives, occasion pour lui de découvrir les dossiers personnels de la période de la Deuxième Guerre mondiale. C'est durant cette période qu'il entend parler pour la première fois de la présence à Moscou d'archives du Parti Ouvrier Belge. Il fait une demande à la direction du parti communiste pour pouvoir se rendre à Moscou et explorer ces archives belges, mais sa demande reste sans réponse. Il trouve alors un emploi comme enseignant à l'athénée d'Etterbeek, où pendant deux ans, de 1962 à 1963, il enseignera principalement le français.



Il fait son service militaire avec l'armée belge sur la rive gauche du Rhin, à Düren, près de Cologne d'août 1963 à août 1964. Il y est affecté à l'État major du premier régiment des lanciers comme dactylographe de confiance pour la retranscription des plans de bataille en cas d'invasion par le Pacte de Varsovie. Il obtient l'autorisation de travailler tard le soir au bureau, temps qu'il met à profit pour dactylographier une biographie de Célestin Demblon, militant socialiste liégeois,

pour le compte de la Fondation Jacquemotte, qui la publiera en 1964<sup>5</sup>. Au bout de quelques mois, le jeune appelé est « promu » adjoint de l'officier en charge de l'éducation, avec interdiction de retourner aux quartiers de l'État major. L'aumônier, alerté par son nom de famille, lui demande s'il « a des membres de la famille de l'autre côté du rideau de fer ? », ce qui pourrait expliquer sa mutation soudaine. Gotovitch apprend plus tard que c'est la découverte de son séjour de deux mois en 1960 à Cuba de Fidel Castro qui est en cause<sup>6</sup>. Toujours est-il que le renseignement belge en pleine guerre froide ne fait pas preuve d'excès de Maccarthysme.

### Le « Centre Willequet »

Si la piste d'historien poussé par le parti s'enlise, son expertise des sources allemandes lui permet de faire une rencontre cruciale, celle de Jacques Willequet (1914-1990), conseiller historique auprès du Ministère des Affaires étrangères et chargé de cours à l'ULB. Dans le cadre de ses fonctions, Willequet avait ramené des archives microfilmées du *Auswärtige Amt*, grâce à un financement du Fonds National de la Recherche Scientifique (FNRS), que Gotovitch avait pu consulter dans son bureau au Ministère, en tant qu'étudiant. Willequet, originaire d'une famille germanophone du Luxembourg belge, militant de la droite nationaliste dans sa jeunesse, est un homme affable et accueillant, ravi de partager sa passion pour ce monde de l'administration allemande. Gotovitch, malgré ses mauvais souvenirs des cours de paléographie, s'y entraîne à la lecture de la *Fraktur* gothique et découvre l'épisode révolutionnaire du *Soldatenrat Brüssel* en 1918, mais aussi l'intérêt tout particulier de l'ambassade de Berlin à Bruxelles pour le mouvement flamand. Encouragé par Willequet, il consacre sa première publication scientifique à « La Légation d'Allemagne et le mouvement flamand entre 1867 et 1914 », publiée dans la *Revue belge de Philologie et d'Histoire* en 1967. Le jeune chercheur s'est entretenu marié, dès sa démobilisation en septembre 1964, et sur recommandation de son beau-père Henri Buch (1910-1972), Jean Stengers lui propose de prolonger cette recherche par un doctorat sur le *Raad van Vlaanderen*, sorte de parlement flamand créé sous l'occupation allemande, dont les archives avaient été ramenées d'Allemagne par Henri Pirenne et entreposées, sans classement, dans les caves des Archives Générales du Royaume.

En 1964 aussi, Willequet obtient un financement du FNRS pour engager trois chercheurs au sein d'un nouveau « Centre National d'Histoire des deux Guerres mondiales »<sup>7</sup>. Le Centre est présidé par l'archiviste général du Royaume, Étienne Sabbe (1901-1969), assisté des professeurs d'histoire John Bartier (ULB), Robert Demoulin (Liège) et Émile Lousse (Louvain). Les trois jeunes chercheurs sont issus des mêmes universités : José Gotovitch (ULB), Jean Dujardin (Liège) et Lucia Rymenans (Louvain). Le « Centre » est une structure floue, sans bureaux, sans cahier de charges ou programmation scientifique qui tient à l'initiative personnelle de Willequet, que

<sup>5</sup> Maurice Kunel est l'auteur de la biographie dans *Un tribun: Célestin Demblon* (Fondation Jacquemotte, 1964) alors que Michel Rivière est l'éditeur du recueil de documents dans la deuxième partie de l'ouvrage.

<sup>6</sup> Il avait pourtant pris la précaution de publier son récit de ce voyage sous le pseudonyme de Michel Rivière, « Cuba '60. Reportage exclusif » *Drapeau Rouge Magazine* le 10 et 17 décembre 1960. Il donna pourtant une conférence sous son propre nom (voir affiche).

<sup>7</sup> Les statuts du centre furent publiés dans le *Moniteur Belge* le 7 décembre 1961. Pour les précurseurs du Centre Willequet et le contexte politique de ses suites, voir l'excellent mémoire de master de Philip Van Den Heuvel, *Geschiedenis van een Federale Wetenschappelijke Instelling: Het Studietoelichtingscentrum Oorlog en Hedendaagse Maatschappij (SOMA)* Universiteit Gent, 2010, 152 p. (sous la direction de Bruno Dewever), consultable en ligne sur le site de la bibliothèque universitaire: [https://lib.ugent.be/fulltxt/RUG01/001/457/753/RUG01-001457753\\_2011\\_0001\\_AC.pdf](https://lib.ugent.be/fulltxt/RUG01/001/457/753/RUG01-001457753_2011_0001_AC.pdf)

Gotovitch rencontre tous les 8 à 15 jours pour discuter des recherches en cours. À l'époque, aucun outil de recherche n'existe et toutes les archives publiques belges sont totalement fermées à la consultation. Les trois chercheurs se mettent donc à la recherche d'archives privées, auprès de personnes et d'organisations et à récolter des témoignages, écrits et oraux, auprès de témoins.

Face à l'urgence de défricher le terrain des sources, des deux guerres mondiales, c'est la dernière qui mobilise toute l'attention. Le terrain est totalement vierge : les sources, les méthodes, les objets de recherche, tout est à inventer. Au bout de deux ans, en 1966, un premier outil de recherche est prêt : un inventaire de la presse clandestine de 1940 à 1944, pour lequel les trois chercheurs ont parcouru toutes les bibliothèques, archives et collections privées du pays. En parallèle, Gotovitch ouvre un deuxième chantier à l'occasion d'une mission de recherche en 1965 en République Démocratique Allemande, au *Preußisches Staatsarchiv* à Merseburg, où il explore les archives du *Vernwaltungsstab* pour la Belgique occupée pendant la Première Guerre mondiale, et aux archives centrales à Potsdam. À cette occasion, le Comité Central du parti est-allemand lui communique aussi 7 rapports du SIPO-SD sur la résistance belge datant de 1943. À l'époque, l'École Royale Militaire est le seul endroit où la Deuxième Guerre mondiale est étudiée, avec les travaux de Henri Bernard (1900-1987) et Jean-Léon Charles (1922-1999), notamment sur l'Armée Secrète. C'est d'ailleurs Charles qui, le premier, attire l'attention de la petite équipe sur l'existence de la collection des *German Records Microfilmed at Alexandria, Virginia* pour le compte des Archives Nationales aux États Unis. L'une des toutes premières tâches de José Gotovitch à son arrivée dans le nouveau centre sera de sélectionner une liste de documents pertinents pour l'histoire de l'occupation de la Belgique qui servira de base à la commande de copies pour sa collection. Un troisième chantier ouvert pendant ces années pionnières est l'exploration de la masse documentaire conservée et créée par le Service des Victimes de Guerre, tout particulièrement sur la déportation.

Le jeune chercheur — Gotovitch a 24 ans quand il est recruté par Willequet et 27 quand il publie ses premiers travaux — lance alors l'idée de publier une revue. Un seul numéro des *Cahiers d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* sortira des presses, en 1967, mais c'est un moment fondateur pour ce qui suit, programmatique dans la forme comme dans le contenu, même si sa sortie passe à peu près inaperçue. On y retrouve les trois grands chantiers ouverts par Gotovitch : l'inventaire de la presse clandestine, préparé par les trois chercheurs ; la publication d'extraits des rapports de la SIPO-SD présentés et traduits par Gotovitch ; un deuxième article à titre de seul auteur de Gotovitch totalement pionnier sur l'histoire de la déportation, analysant le convoi du 22 septembre 1941. La presse, les sources allemandes, les archives des victimes de guerre ; la production d'outils de recherche, l'édition de sources, mais aussi la démarche méthodologique de l'analyse de la déportation par convoi, plus tard repris par Maxime Steinberg (1936-2010) et Serge Klarsfeld (° 1935), et jusqu'au nom de la revue : le numéro unique des *Cahiers d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* fait œuvre de pionnier sur tous les fronts. Il contient par ailleurs un article d'un chercheur qui ne fait pas encore partie de l'équipe, un certain Jean Vanwelkenhuyzen (1927-2008), sur les antécédents militaires de l'invasion de 1940, lui aussi annonciateur d'un tout autre programme scientifique à l'échelle d'une carrière.



### « Le problème Gotovitch »

En arrière-fond de cette activité frénétique, le projet de thèse sous la direction de Jean Stengers sur le *Raad van Vlaanderen* et la *Flamenpolitik* allemande prend de la poussière. Littéralement, d'abord, car les sources, non classées, se trouvent au sixième sous-sol des Archives Générales du Royaume. La solitude d'une petite table de travail improvisée au milieu des rayonnages, mais aussi le profil social de ces militants flamingants issus de la petite bourgeoisie provinciale du Nord du pays font bien pâle figure aux côtés de l'excitation que procure l'ouverture d'autant de chantiers totalement novateurs pour l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Une rencontre à Potsdam en 1965 avec un chercheur ouest-allemand qui travaillait sur le même sujet finit par saper ce qu'il lui restait de motivation. Stengers lui conseille alors de travailler sur le ravitaillement, dans le prolongement des travaux de celui qui fut son directeur de mémoire de licence, Jacquemyns. Pour Willequet, pourtant, la priorité du nouveau centre doit être l'histoire de la résistance et quel objet d'étude peut alors être plus légitime pour un ULBiste que le Groupe G, fondé par d'anciens étudiants de l'université et chargé par le *Special Operations Executive* britannique d'opérations de sabotage? L'entrée en fonction au sein du « Centre National d'Histoire des deux Guerres mondiales » pousse donc à la convergence entre le projet de thèse et les chantiers du Centre. Vingt ans après la fin de la guerre, un grand nombre de témoins et d'acteurs sont encore en vie et le projet peut donc se faire grâce à leurs apports d'histoire orale et de partage de documents. Ou plutôt : le projet ne peut se faire sans leur apport.

La proposition de Willequet de confier l'histoire du Groupe G à José Gotovitch se heurte à l'opposition frontale de Hubert Halin (1922-1974), liquidateur national du Groupe G, militant anticommuniste très actif dans les milieux d'anciens de la résistance, membre du cabinet de

plusieurs ministres socialistes, notamment à la justice et réputé proche de la Sûreté d'État<sup>8</sup>. Le 15 novembre 1964, le collectif des anciens du Groupe G décide à l'unanimité de refuser toute collaboration avec José Gotovitch, car militant du parti communiste. Halin s'adresse aussi à son supérieur, Pierre Vermeyley, ministre socialiste de la Justice dans le gouvernement Lefèvre-Spaak. Vermeyley lui indique qu'il avait déjà signalé à Willequet « le choix malheureux de Gotovitch » pour les premiers recrutements du Centre, sans succès. Les papiers Vermeyley contiennent une « note sur le problème Gotovitch », qui révèle que Jacques Willequet, mentor et supérieur de Gotovitch, et Henri Buch, son beau-père, interviennent auprès du ministre pour plaider la cause du jeune historien. Il est alors convenu de réorienter le sujet de la thèse vers la résistance communiste et le Front de l'Indépendance, sujet que l'on peut confier sans inquiétude à un historien membre du parti. Le soutien de Willequet illustre sa défense inconditionnelle du libre examen, soutien qu'il accordera ensuite aussi à Albert De Jonghe (1908-1998) en tant que chercheur libre au sein du successeur de son Centre National d'Histoire des deux Guerres mondiales.

Pour Buch, « l'affaire Gotovitch », qui cible son gendre de 24 ans, ne peut que lui rappeler « l'affaire Buch » qui l'avait ciblé lui-même 15 ans plus tôt<sup>9</sup>. Buch, né en 1910 à Paris sous la nationalité russe, obtient la nationalité belge en 1926. Brillant juriste, docteur en droit de l'ULB, il est nommé juge au tribunal de première instance à Anvers en 1936, à 26 ans à peine. Sa nomination déclenche une campagne dans la presse catholique et nationaliste contre cet « étranger », juif et bolchévique de surcroît, suivie d'une interpellation au parlement, mais le ministre de la Justice Eugène Soudan, socialiste et ULB-iste, maintient son soutien pour le jeune juge. Buch fait la campagne de mai 1940, s'engage dans la résistance et devient même commandant national des Partisans Armés en 1944. Arrêté et torturé, il revient de déportation en mai 1945. En novembre 1947, il est nommé au Conseil d'État, qui vient d'être créé. En le nommant, le ministre de la Justice de l'époque, déjà Pierre Vermeyley, mais dans un tout autre rôle, tient à honorer les propositions de candidats entérinées par la coalition gouvernementale précédente, avant le départ du parti communiste en mars 1947. Trois ans plus tard, le gouvernement homogène PSC de Joseph Pholien, arrivé au pouvoir au plus fort de la Question Royale et en pleine guerre de Corée, organise la chasse aux communistes, notamment dans la magistrature. « L'affaire Buch » finit devant la Cour de Cassation en 1951 avec un compromis semblable à l'issue de « l'affaire Gotovitch », dans lequel Buch s'engage à ne plus dispenser de cours aux militants du parti, est sanctionné, mais garde son siège au Conseil d'État. En 2011, José Gotovitch publie un article qui offre une analyse fouillée de « l'affaire Buch », arrivant à la conclusion qu'elle « offre la démonstration reconfortante que la tradition libérale belge s'imposa hors tout préjugé par le truchement d'une Cour de Cassation manifestement réticente à se laisser dicter sa conduite par un montage somme toute éminemment policier. » C'est une conclusion qui correspond sans doute aussi à une part du vécu de son auteur.

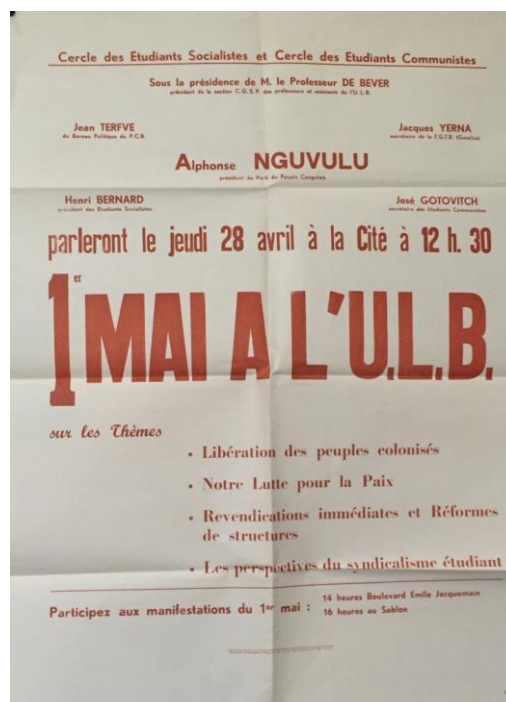
Depuis le début de son service militaire en août 1963 et ensuite son mariage en septembre 1964, l'implication de José Gotovitch dans la vie du parti est limitée, nettement plus limitée en tout cas que celle de son beau-père 15 ans auparavant. Il adhère à la section cadres de l'ULB et participe à ses réunions, mais il milite principalement par sa plume. Il continue de publier des comptes rendus de livres dans les pages culturelles du *Drapeau Rouge*, hebdomadaire publié le dimanche, comme il l'a fait depuis sa rhéto. De novembre 1956 à 1974, il le fait toujours sous le pseudonyme de Michel Rivière, et de 1974 à octobre 1980, il publie sous son propre nom.

---

<sup>8</sup> Les liens de Halin avec la Sûreté sont évoqués par Luc Somerhausen dans une lettre à Etienne Sabbe en juillet 1968. Voir Van Den Heuvel, p. 67.

<sup>9</sup> Voir José Gotovitch, « Un procès en guerre froide: le chemin torturé du conseiller Buch » *Académie Royale de Belgique. Bulletin de la Classe des Lettres* 6ème série, tome XXII, 2011, p. 113-146.

D'octobre 1958 à mars 1961 il est rédacteur en chef, sous le nom de Michel Rivière, puis directeur politique, de *En Avant*, la revue des étudiants communistes de l'ULB (1945-1967). C'est aussi sous le nom de Michel Rivière qu'il publie quelques uns de ses textes les plus engagés, comme le « Cuba '60. Reportage exclusif » publié dans le *Drapeau Rouge Magazine* le 10 et 17 décembre 1960 ou encore, dix ans plus tard, son premier article sur la résistance communiste dans un volume publié en France sous le titre *Des victoires de Hitler au triomphe de la démocratie et du socialisme*, plus œuvre militante que scientifique<sup>10</sup>.



En 1966, il devient père d'une fille, suivi d'un fils en 1968. En mai '68 il est donc bien plus occupé en tant que jeune père qu'en tant que révolutionnaire et il observe les assemblées libres organisées à l'ULB d'une certaine distance. Le couple Gotovitch-Buch se sépare en 1976 et José Gotovitch se trouve seul responsable pour élever deux jeunes enfants. C'est un autre facteur, et pas le moindre, qui limite sévèrement sa disponibilité pour la recherche de sa thèse de doctorat, en plus et en dehors de ses charges au Centre.

### Une notoriété éclair

En 1969, Gotovitch rencontre Jules Gérard-Libois (1923-2005). Gotovitch a 29 ans, Gérard-Libois en a 46. Docteur en droit de l'Université de Liège, Gérard-Libois est un catholique de gauche, rédacteur en chef de l'édition belge de *Témoignage Chrétien*, journaliste à *La Cité*, spécialiste de l'Afrique contemporaine, mais surtout, en 1958, cofondateur du Centre de Recherche et d'information sociopolitiques, connu sous son acronyme CRISP. Gérard-Libois apporte une méthode puisée dans le domaine de la science politique, celle de l'analyse des structures sociales et politiques et des procédés décisionnels, ainsi que de nombreuses entrées dans les milieux politiques et auprès des acteurs. Gotovitch apporte sa connaissance des sources et l'esprit de

<sup>10</sup> Michel Rivière, « Action communiste et résistance en Belgique » in *Des victoires de Hitler au triomphe de la démocratie et du socialisme* (Paris, Editons Sociales, 1970), p. 397-402.

l'enquête. Ensemble, ils décident d'étudier l'impact de l'invasion, puis l'occupation allemande pendant l'année 1940 comme un observatoire permettant de mettre à nu les structures profondes de la société belge<sup>11</sup>. La symbiose entre les deux hommes est totale, les échanges permanents et le résultat final réellement écrit à quatre mains. Le livre sort en novembre 1971 et il fait instantanément sensation<sup>12</sup>. Le premier tirage est épuisé en 3 jours et avec 25 000 exemplaires vendus, c'est le *bestseller* incontesté de l'historiographie belge. Tous les journaux et hebdomadaires belges en parlent, le livre reçoit un écho international exceptionnel et ses auteurs sont catapultés à la célébrité, invités sur les plateaux télé, et le jeune José Gotovitch reconnu dans les boîtes de nuit branchées bruxelloises comme une vedette. Le succès est totalement imprévu, car le livre est une construction intellectuelle exigeante qui ne choisit à aucun moment la facilité ou le scoop, même s'il en contient de très nombreux. Le livre destiné à un public d'initiés fait un tabac, au moment même où les *Télemémoires* de Spaak, Gutt et Devleeschauwer, portant sur le même sujet et conçues pour un large public, dont Gotovitch a composé la structure, sont un flop éditorial pour la même maison d'édition<sup>13</sup>.

Le succès de *L'an '40* a pourtant aussi un coût. Le livre analyse sans ménagements le désarroi dans lequel le pacte Germano-Soviétique plonge les militants communistes, à une époque où l'histoire du pacte et ses répercussions sur le PCB sont encore totalement anathème dans les cercles dirigeants du parti. Le parti le prend comme une trahison et réagit de façon très hostile dans les débats organisés autour de la sortie du livre, tant à la radio que dans une table ronde publiée par les *Cahiers Marxistes* (1972, n°15). Gotovitch est ostracisé et entame une traversée du désert de plusieurs années, y compris pour l'accès aux archives du parti dans le cadre de son projet de doctorat. Seules exceptions, le président du PCB de l'époque, Marc Drumaux (1922-1972) et Pierre Joye (1909-1984), économiste et intellectuel du parti, lui témoignent leur soutien.

*L'an '40* fait de José Gotovitch un personnage public, mais ses premiers engagements avec le medium télévision sont bien plus précoces. Dès 1967 il est conseiller historique pour la série documentaire de la RTBF *1914-1918. Le Journal de la Grande guerre* et il intervient à l'écran pour les émissions consacrées au mouvement flamand et à la révolution allemande. À la même époque, il participe à la préparation de la série *Télemémoires* dont il éditera plus tard la version livre. En 1979, il intervient sur la chaîne française Antenne 2 dans une émission sur la question royale belge. Au début des années 1980, avec Jean Stengers il est associé à la préparation de la version francophone de la série *L'Ordre Nouveau*, réalisé par Maurice Dewilde en version néerlandophone. Le comité d'accompagnement prend notamment l'initiative de faire suivre chaque émission par un débat et Gotovitch participe lui-même à de nombreux débats. Entre 1990 et 1995, il participe à la conception et la réalisation de la série d'émissions radio de la RTBF *Jours de Guerre*.

### Enseignant à l'ULB

1967, l'année où José Gotovitch voit ses premières publications sortir de presse, est aussi le moment de son premier engagement comme assistant chargé d'exercices à l'ULB, auprès du professeur John Bartier (1915-1980), à hauteur de 30 heures, ce qui lui permet d'assurer l'organisation du séminaire de recherche de deuxième candidature, une charge de cours qu'il conservera jusqu'en 1988. De 1973 à 1977, il enseigne aussi à l'Institut Supérieur des Arts du

---

<sup>11</sup> Voir Chantal Kesteloot, « 'Il ne s'agit pas ici d'un best-seller de qualité incertaine'. Quelques échos suscités par la parution de *L'An 40* ». *Cahiers d'Histoire du Temps Présent* - nr 15 - 2005, pp. 13-28.

<sup>12</sup> Jules Gérard-Libois et José Gotovitch, *L'an '40. La Belgique occupée*. Bruxelles, CRISP, 1971.

<sup>13</sup> Henri-François Van Aal, Alain Denis et José Gotovitch, *Télemémoires de Vleeschauwer – Gutt – Spaak*, Bruxelles, CRISP, 1971.

Spectacle (INSAS-RITS), école de cinéma réputée, où il côtoie des collègues du monde du cinéma et de la télévision comme André Delvaux.

L'ULB lui offre aussi un lieu alternatif pour organiser des événements scientifiques en dehors du Centre. L'initiative de la plus grande ampleur est certainement le colloque qu'il co-organise avec Els Witte de la *Vrije Universiteit Brussel* sur la Belgique et la guerre d'Espagne en 1986. Le colloque avait été préparé trois ans auparavant en lançant une série de mémoires de licence sur le thème, notamment sous la direction de Jean Stengers, ce qui permit à une série de jeunes diplômés d'y contribuer. Organisé sur toute une semaine, le colloque était accompagné de projections de films, d'une exposition sur les caricatures, ensuite publiée sous forme de livre par le Crédit Communal et de la publication des actes sous forme d'un numéro double de la *Revue Belge d'Histoire Contemporaine* de plus de 900 pages.

La synthèse de conclusion du colloque qu'il présente révèle ses talents d'orateur à Ginette Kurgan, professeure d'histoire contemporaine à l'ULB. La soutenance de sa thèse deux ans plus tard, sur la résistance communiste, sous la direction de Jean Stengers, coïncide avec le départ à l'éméritat de ce dernier. Le même homme qui lui était apparu distant et hostile en tant qu'étudiant était devenu son mentor, un soutien sans faille, intellectuellement généreux et humainement chaleureux, autant comme directeur de thèse qu'ensuite par son action au sein du comité scientifique du centre. Il dira de lui : « c'est l'homme qui m'a fait ». C'est donc une consécration quand, dès 1988, Gotovitch est nommé pour lui succéder pour enseigner le grand cours d'histoire contemporaine devant un millier d'étudiants de première année, toutes sciences humaines et sociales confondues, dans le Janson, le plus grand amphithéâtre de l'université.

Intimidé par le défi d'enseigner un cours aussi générique devant un tel auditoire, il trouve conseil auprès de Robert Devleeschouwer, professeur d'histoire contemporaine à l'ULB, qui lui fournit toute une série de schémas de cours, imprégnés d'un esprit structuraliste et marxiste, qui lui seront d'une grande utilité par la suite. Gotovitch, qui continue de travailler à plein temps au Centre, dont il prend la direction en 1989, prépare, tard le soir et les weekends, chaque année un cours sur une nouvelle thématique, prenant à chaque fois 1914 comme point de départ. Le cours est programmé de 17 à 19 h. le lundi soir et de 8 à 10 h. le vendredi matin, afin de pouvoir le combiner avec sa journée de travail au Centre. Pendant de longues années, il prend ses vacances pour organiser des interminables sessions d'examens oraux, avant de se résigner, face à l'explosion du nombre d'étudiants, à organiser des examens écrits. Pourtant, ces 15 années d'enseignant de « Grand Cours » sont, selon lui, « le bonheur de ma vie ». Loin des contraintes administratives et quelques mesquineries inhérentes à la direction du Centre, il prend un plaisir intense à « faire mon show » en se consacrant avec passion à ses enseignements, livré au plaisir de parler, de pénétrer les étudiants de sa passion pour l'histoire et de sentir leur répondant. L'enseignement était « ma respiration ». Il enseigne par ailleurs un cours d'archivistique et crée un nouveau cours, « Enjeux et Débats » dans lequel il invite des collègues historiens belges et étrangers, pour initier les étudiants aux grands débats historiographiques de l'époque. Le cours « Enjeux et Débats » est la proposition alternative de Gotovitch à la demande de la part de l'ULB de créer un cours d'histoire orale. Pour Gotovitch, l'histoire orale correspond à une pratique plutôt qu'un nouveau domaine d'études, discipline ou méthode et ne peut en aucun cas remplacer l'étude de l'historiographie. Pendant l'année académique 1994-1995, il obtient la Chaire Francqui aux Facultés Universitaires Notre Dame de la Paix à Namur et consacre ses cours à l'histoire de la résistance. En 2004, un an avant d'être admis à l'éméritat à l'ULB, il est élu membre de l'Académie Royale des Sciences, Classe de Lettres et Sciences Morales et Politiques.

## Historien du communisme

C'est donc sans préméditation aucune que l'engagement militant et scientifique de José Gotovitch se rencontrent. Il dira : mon engagement pour le parti, c'était d'écrire son histoire. Et d'ajouter, de façon laconique, qu'à l'époque de son engagement, le parti n'était guère à la recherche de candidats sur ses listes électorales. Le parti qui atteint son apogée en février 1946, avec 12,7 % du suffrage, oscille entre 2 et 5 % entre 1950 et 1970. L'histoire du communisme lui offre un nouveau champ de recherche, caractérisé, comme son objet, par son internationalisme. Un colloque organisé à Reims en 1968 lui permet de rencontrer celle qui sera pour lui un modèle pour une histoire scientifique du communisme, Annie Kriegel (1926-1995). Il entame une thèse de troisième cycle sous sa direction à Nanterre et y fréquente le séminaire de son groupe de recherche. Autant il ne se reconnaît pas dans ses positions politiques, notamment sa défense inconditionnelle des États-Unis et d'Israël, autant il trouve dans ses analyses historiques une critique intelligente et une recherche qui part des femmes et des hommes qui se sont engagés dans le parti communiste, loin de l'analyse dogmatique des textes communistes, pratiquée par le coéquipier de Kriegel qui deviendra ensuite un anticommuniste acharné, Stéphane Courtois (°1947). Dans ce groupe de recherche, il trouve un environnement intellectuel qui fait défaut en Belgique, avec notamment des collègues comme Serge Wolikow (°1945), authentique communiste et brillant historien qui réussit à aborder le communisme sans le réduire à des débats idéologiques. Ensemble, ils publieront en 2001, dans la série du Maitron, le dictionnaire biographique du monde ouvrier, en Belgique et en France, *Komintern : l'histoire et les hommes : dictionnaire biographique de l'Internationale communiste en France, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse et à Moscou (1919-1943)*.<sup>14</sup> Son intégration dans ce milieu d'historiens du communisme lui vaut d'être invité comme professeur à Nanterre en 1990 et à l'Institut d'Études Politiques de Paris en 1996 et de continuer le grand projet du Maitron dans son volet belge.

C'est aussi en partie grâce à ces réseaux qu'il entreprend, à partir de 1986, dix missions scientifiques à Moscou pour travailler dans les archives du Komintern. La dissolution de l'Union Soviétique en 1991 est suivie de peu, début 1992, par la découverte des archives spéciales Osoby à Moscou, qui détiennent une masse de documents concernant l'histoire des pays d'Europe occidentale, provenant principalement d'archives spoliées par l'occupant allemand qui se sont ensuite retrouvées en zone d'occupation soviétique. Le sujet est évoqué par un historien russe lors d'un colloque belgo-russe à l'Académie Royale des Sciences en mai 1991 et confirmé par les premières explorations par l'*Instituut voor Sociale Geschiedenis* d'Amsterdam. En avril 1992, José Gotovitch se rend sur place avec son collègue Dirk Martin pour explorer ce que les fonds allemands confisqués par l'occupant soviétique contiennent d'informations sur l'occupation allemande de la Belgique. Lors d'une mission suivante, Gotovitch apportera 500 000 FrB en espèces pour l'achat de copies de certaines séries, notamment sur les volontaires SS de la Légion Wallonie ainsi que les *WaffenSS* flamands qui seront acheminées par valise diplomatique. En parallèle, l'Etat belge récupérera des centaines de mètres linéaires d'archives publiques belges spoliées, principalement des archives militaires et judiciaires. D'autres archives privées, du POB, des loges maçonniques et d'organisations juives, seront également restituées et aboutiront notamment à l'AMSAB<sup>15</sup>.

À partir de 1985, Gotovitch s'engagera, avec Juul Verhelst des AGR, à proposer un classement systématique des archives du PCB, jusqu'alors gérées par la Fondation Jacquemotte. Depuis, il n'a

<sup>14</sup> Gotovitch, José, Narinski, Mikhaïl, Dreyfus, Michel, Agosti, Aldo, Broué, Pierre, Armand, Natacha, Wolikow, Serge, Paris Editons de l'Atelier, 2001, 604 p.

<sup>15</sup> Voir aussi Jacques Lust, *Een zoektocht naar archieven van NISG naar AMSAB* (Gent, AMSAB, 1997).

jamais cessé d'œuvrer en tant que directeur scientifique à la professionnalisation de la gestion des archives du parti au sein du Centre des Archives Communistes en Belgique (CARCOB), par une reconnaissance et un subventionnement par la Communauté Française de Belgique, depuis 2001 sous la forme d'une ASBL indépendante.

L'aboutissement le plus important de ce chantier avait été la soutenance à l'ULB, en 1988, de la thèse de doctorat sous la direction de Jean Stengers avec pour titre *Le Parti Communiste de Belgique, 1939-1944 : stratégie nationale et pratique locale : la Fédération bruxelloise*, en deux volumes de 600 pages. Pour la rédaction finale, au milieu de ses nombreuses tâches au Centre, il bénéficie en 1985-1986 d'un mandat de recherche d'un an auprès du FNRS. Une version entièrement retravaillée est publiée en 1992 chez les éditions Labor, *Du Rouge au Tricolore. Résistance et Parti Communiste*. C'est l'aboutissement d'un projet de recherche lancé en 1964, mais c'est aussi à ce jour la seule monographie scientifique consacrée à l'histoire de la résistance communiste en Belgique au niveau national et qui reste sur le plan international un modèle quant à ses méthodes et analyses. Il s'agit d'une des enquêtes d'histoire orale les plus importantes jamais entreprises, avec plus de 400 entretiens réalisés sur un quart de siècle, tous consignés aux archives du Centre, et croisés avec les sources écrites du parti, des victimes de guerre et de la justice, ainsi que celle du Komintern. En 1989, il crée à l'ULB le *Centre d'Histoire et de Sociologie des Gauches* où il organise pendant 30 ans avec Anne Morelli une série de séminaires mensuels consacrés à l'histoire du mouvement communiste et ouvrier.

### L'affaire Verbelen

Mais revenons-en au Centre d'Histoire des deux Guerres mondiales et à l'année 1966. En décembre 1965, Robert Verbelen, un des plus notoires criminels de guerre belges est acquitté par un tribunal autrichien. Verbelen (1911-1990), SS flamand, chef du *Veiligheidskorps*, escadron de contre-terreur de l'organisation nazie *DeVlag*, avait été responsable entre autres pour l'assassinat d'Alexandre Galopin – gouverneur de la Société Générale, qui dirigeait un comité de notables sous l'occupation allemande – en février 1944, de l'exécution de 4 policiers dans le commissariat de Forest ou encore du massacre de Meensel-Kiezegem en août 1944, qui fit 4 morts sur place et 63 autres en déportation. Il se retira en Allemagne en septembre 1944, où il fut en charge des affaires policières au sein du gouvernement fantoche *Vlaamse Landsleiding*. À la fin de la guerre, Verbelen se trouve à Zell am See, près de Salzburg, où il est aussitôt recruté par le *430th Counter Intelligence Corps detachment in Austria* de l'armée américaine<sup>16</sup>. Dès début 1946, il est basé à Vienne, où il travaillera pendant une dizaine d'années pour les services de renseignement américains. Le 14 octobre 1947, Verbelen avait été condamné à mort par contumace par le Conseil de Guerre du Brabant, dans le cadre du grand procès collectif de 62 membres de *DeVlag*, et tenu personnellement responsable de la mort de 101 personnes. Après la fin de l'occupation américaine d'Autriche en juillet 1955, Verbelen est employé par la *Staatspolizei* autrichienne<sup>17</sup>.

<sup>16</sup> Suite à l'enquête sur les relations entre Klaus Barbie et les services américains de mars 1983, le département de la Justice (USA) a ordonné une enquête sur ses rapports avec Verbelen en décembre de la même année. Le rapport complet et détaillé a été déclassifié et publié en ligne en 2003. *Robert Jan Verbelen and the United States Government. A Report to the Assistant Attorney General, Criminal Division, U.S. Department of Justice* (Washington, 1988, 92 p.) [www.justice.gov/criminal/hrsp/archives/1988/06-16-1988verbelen-rpt.pdf](http://www.justice.gov/criminal/hrsp/archives/1988/06-16-1988verbelen-rpt.pdf).

<sup>17</sup> Alexander Jocqué, qui a mené une enquête très fouillée sur ses années viennoises, suggère que Verbelen fut employé par la sûreté autrichienne pour fournir des renseignements sur les milieux neo-nazis, plutôt que communistes. "De plaats van Robert Verbelen in de geschiedenis van de Vlaamse beweging" in *Wetenschappelijke Tijdingen. Tijdschrift over de geschiedenis van de Vlaamse beweging* LXXI, 2012, 3, pp. 201-232.

Après avoir vécu sous une série de fausses identités, il est naturalisé autrichien sous son vrai nom le 2 juin 1959.

En 1962, le *Dokumentationsarchiv der Österreichischen Widerstandes* à Vienne, Simon Wiesenthal et l'*Union Internationale de la Résistance et de la Déportation* de Hubert Halin, une organisation qui était à l'origine une initiative anticommuniste pour contrer la *Fédération Internationale de Résistance*, découvrent dans une enquête sur l'agence presse néonazie *Neue Internationale Reportagen* que son éditeur en chef, Jean Marais, n'est en fait autre que Robert Jan Verbelen. Le 12 avril Verbelen est arrêté. La Belgique ne tarde pas à réclamer son extradition, mais comme Verbelen a acquis la nationalité autrichienne, l'extradition est refusée. Puisque l'Autriche ne peut pas extradier Verbelen, mais ne veut pas lui assurer l'impunité non plus, sa seule alternative est l'organisation d'un nouveau procès. Le suspect reste en détention préventive jusqu'à l'ouverture du procès devant la Cour d'Assises de Vienne, le 29 novembre 1965. Les auditions devant un jury populaire donnent à Verbelen une tribune exceptionnelle pour de grands discours sur le *Volkstumkampf* flamand, l'oppression francophone, le caractère criminel de la résistance belge et le simulacre de justice qu'aurait été la répression de la collaboration en Belgique après la guerre. Sa ligne de défense fut mise au point par un groupe d'anciens de la *DeVlag* dont Jef Van de Wiele (1903-1979) et relayé dans un réquisitoire contre l'existence même de l'État belge par l'ex-jésuite Marcel Brauns (1913-1995), sans être pour le moins interrompus dans leurs discours politiques par le président du tribunal<sup>18</sup>. Le ministère public avait requis la réclusion à perpétuité, mais Verbelen fut acquitté par les jurés, invoquant à la fois l'obéissance aux ordres et la légitimité des représailles face aux attaques de combattants irréguliers. Le jugement fut annulé par la Cour Suprême autrichienne le 11 mai 1967, mais les crimes en question bénéficiaient désormais de la prescription et le second procès n'eut jamais lieu. Jusqu'à sa mort en 1990, Verbelen resta très actif comme auteur de romans d'espionnage et porte-parole autoproclamé des néonazis flamands et autrichiens.

L'acquittement de Vienne fit scandale à cause des propos outranciers et révisionnistes que le président de la Cour d'Assises permit à Verbelen et Brauns de tenir ; à cause de sa motivation juridique qui revint sur la jurisprudence de Nuremberg invalidant le recours à l'ordre supérieur, mais aussi, finalement, à cause de l'impuissance des autorités belges à faire valoir leurs arguments. Hubert Halin, qui avait été à l'origine de l'identification de Verbelen à Vienne, avait réussi à se positionner comme l'homme incontournable, mais l'activisme de son *Union Internationale de la Résistance et de la Déportation* ne fit pas le poids devant la justice autrichienne. Halin avait demandé que Henri Bernard, professeur à l'École Royale Militaire et spécialiste de l'histoire de la résistance belge, soit entendu comme expert auprès du tribunal, mais c'est finalement en tant que simple témoin que Bernard intervint à Vienne, pour être totalement éclipsé par Marcel Brauns, témoin de la défense. Cette défaillance belge fut montrée du doigt avec sévérité dans les très nombreux commentaires de presse, suscitant la comparaison avec la France et les Pays-Bas, où des instituts d'histoire, spécialisés dans la préparation de dossiers judiciaires, avaient permis une politique de poursuite des criminels de guerre au-delà des frontières autrement plus efficace. En fin de compte, l'année 1965 signalait aussi un moment de rupture entre une gestion strictement judiciaire et militante de l'histoire de la guerre et une gestion proprement historique. Derrière l'échec de Halin et de Bernard se profilait celui de l'auditorat militaire qui avait accumulé une expertise unique et une documentation colossale sur les crimes de guerre et sur la collaboration pendant vingt ans mais qui s'était montré incapable de mobiliser cette expertise pour obtenir la condamnation d'un des nazis belges les plus sinistres devant une Cour d'Assises autrichienne. Dans la salle du tribunal à Vienne, c'était bien un discours historique révisionniste qui l'avait emporté, plus qu'un raisonnement strictement juridique. Vingt ans après les faits, même une

---

<sup>18</sup> Voir Jonqué, p. 210-214.

Cour d'Assises avait besoin d'un récit historique pour juger un crime et à ce propos, la Belgique avait été incapable de convaincre face à ses calomniateurs.

### Le « Centre Vanwelkenhuyzen »

Si le constat dans les très nombreux articles de presse était unanime, que l'affaire Verbelen dévoilât au grand jour le retard accusé par la Belgique en matière de recherches sur l'histoire de la deuxième guerre mondiale, sur le remède à y apporter, les opinions divergeaient. D'un côté, le comité de contact des associations patriotiques, présidé par le Liégeois Albert Régibeau (1915-1979), y voyait la preuve de la défaillance du « Centre Willequet » et l'urgence de la création d'une nouvelle institution publique dans laquelle les représentants de la résistance joueraient le premier rôle. La figure de Henri Michel (1907-1986) en France, ancien résistant et directeur du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale leur servait de modèle. C'est notamment dans les colonnes du *Bulletin d'Information des Prisonniers Politiques, Résistants et Combattants* de Luc Somerhausen (1903-1982), que le « Centre Willequet » avait été régulièrement critiqué pour son souverain mépris des milieux patriotiques, et ce dès le début des années 1960<sup>19</sup>. D'un autre côté, bien entendu, c'était le manque de professionnalisme de Hubert Halin et de Henri Bernard qui était mis en cause. Le « Centre Willequet », qui avait été totalement tenu à l'écart de la préparation du procès, était alors une partie de la réponse, plutôt que du problème. Les ministres de tutelle Henri Janne (1908-1991) et Renaat van den Elslande (1916-2000), relayés par le Premier ministre Pierre Harmel, et dès mars 1966, Paul Vanden Boeynants, pour leur part, insistaient « qu'il existait déjà quelque chose » et que c'était sur ces bases qu'il fallait construire<sup>20</sup>. Le 25 avril 1966, une délégation des associations patriotiques composée de Marcel Louette (1907-1978), Jean Fosty (1910-1974), Hubert Halin et Luc Somerhausen (1903-1982) rencontre, au siège des *Amitiés de la Résistance Belge*, Henri Bernard, Jacques Willequet et Jean Vanwelkenhuyzen<sup>21</sup>. C'est Vanwelkenhuyzen qui est chargé de rédiger une note de compromis à l'issue de cette réunion, qui posera les bases du décret du 13 décembre 1967 créant le Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre mondiale.

Le Centre est une institution autonome auprès des Archives Générales du Royaume, sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale. Il dispose d'un comité scientifique propre chargé de fixer son programme de travail, de veiller à son exécution et de fixer ses priorités. Le comité est composé d'une part de huit personnalités choisies par les deux ministres de l'Éducation nationale sur une liste double proposée par le comité de contact des associations patriotiques et d'autre part de six professeurs d'histoire contemporaine enseignant dans les différentes universités belges, ainsi que de l'archiviste général du Royaume. La composition du comité est rendue publique le 18 avril 1968. La candidature de Halin, qui avait suscité de fortes oppositions, est finalement retenue. Willequet, l'archiviste général Étienne Sabbe et Luc Somerhausen élaborent le premier programme de travail en juin 1968 et ils gèrent aussi les tractations délicates autour de la nomination du premier directeur du Centre. Deux candidats favorisés se dessinent : Jean Fosty et Jean Vanwelkenhuyzen. Fosty, journaliste et ancien résistant actif dans le réseau de renseignements *Zéro* pendant l'occupation est l'organisateur central du *Comité d'Action et de Vigilance* pendant les années 1950. Militant du *Front de Défense des Francophones* il est connu pour son hostilité aux revendications linguistiques flamandes et ses opinions francophiles. Fosty ne fait pas l'unanimité, même pas au sein du comité de contact des associations patriotiques, où tous ne lui reconnaissent pas les capacités intellectuelles et humaines pour diriger l'institution. Jean Vanwelkenhuyzen est clairement le candidat de Willequet, universitaire, spécialiste d'histoire

<sup>19</sup> Voir Van den Heuvel, pp. 48-51.

<sup>20</sup> Van den Heuvel, p. 56.

<sup>21</sup> Van den Heuvel, p. 60.

militaire et employé à l'ULB. Vanwelkenhuyzen avait par ailleurs déjà montré ses capacités de gestionnaire et de figure de compromis dans les discussions préparatoires. Au sein du comité Luc Somerhausen et Albert Régibeau s'étaient faits les défenseurs d'une recherche « dans la plus grande objectivité », tenue à établir « toute la vérité », ralliant par là le camp des universitaires<sup>22</sup>.

La nomination de Jean Vanwelkenhuyzen comme premier directeur signale la victoire de ceux qui conçoivent le nouveau Centre comme un centre de recherche autonome et universitaire et par là aussi la continuité avec le Centre Willequet. Willequet continue d'assumer un rôle central dans le comité scientifique et deux des trois employés de l'ancien centre sont recrutés dans le nouveau : Jean Dujardin et José Gotovitch. Ils sont rejoints par Herman Balthazar et Wim Meyers de l'Université de Gand et Frans Selleslagh (1941-2008), journaliste au *Standaard* et diplômé de la KULeuven. Un septième chercheur les rejoint en 1969, Albert De Jonghe (1908-1998). De Jonghe, historien et enseignant à l'Athénée de Courtrai avant la guerre, avait publié des articles dans le journal *Volk en Staat* du VNV et donné une série de conférences pour le *DeVlag* pendant l'occupation, ce qui lui valut une condamnation en 1946 à 18 mois de prison et l'interdiction d'enseigner. Réhabilité en 1954, il réintègre l'enseignement secondaire catholique, avant d'obtenir un mandat de « chercheur libre » au Centre. Ce statut particulier s'explique par l'opposition que sa candidature suscite, particulièrement chez Hubert Halin, alors que Luc Somerhausen refuse l'ostracisme d'un homme réhabilité en justice quinze ans plus tôt. Halin s'était d'ailleurs aussi opposé à la présence de Théo Luyckx (1913-1977), professeur de l'Université de Gand, dans le comité scientifique. Luyckx avait publié quelques articles dans des revues proches du VNV prônant « l'hygiène raciale » et s'était engagé dans plusieurs organisations culturelles proches de l'Ordre Nouveau sans jamais subir les sanctions judiciaires prononcées à l'égard De Jonghe. La compétence de De Jonghe est notamment appréciée par la BRT dans la préparation de documentaires sur la période de l'occupation et il bénéficiait en cela du soutien de Els Witte, professeure à la *Vrije Universiteit Brussel* (VUB). Les travaux critiques de De Jonghe sur les objectifs politiques de l'occupant fonctionnent comme une catharsis, prouvant la cécité d'une collaboration flamande qui avait bien voulu croire qu'Adolf Hitler était dévoué à la cause flamande. Les conclusions de ses recherches sont par ailleurs accablantes pour Léopold III, détaillant ses démarches actives auprès du Führer. De Jonghe publie en 1972 son *Hitler en het politieke lot van België* au *Nederlandse Boekhandel*, mais ses diverses contributions aux *Cahiers* du Centre sur ce qu'il interprétait comme la lutte acharnée entre les représentants de la *Wehrmacht* et les milieux SS en Belgique occupée, en tout plus de 900 pages, feront dire à Vanwelkenhuyzen qu'on pourrait bien renommer la publication du Centre *Cahiers de De Jonghe de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale*<sup>23</sup>.

En juillet 1969, la petite équipe obtient ses propres bureaux rue Joseph II, rue parallèle à la rue de la Loi. Pour la première fois, le Centre dispose d'un lieu propre, d'horaires de bureau de 9 à 5, d'un programme de travail et d'un comité qui veille sur son exécution. Jean Vanwelkenhuyzen est un directeur chaleureux qui a le grand mérite de croire en l'importance de sa fonction et, par là, du Centre. Il affirme de façon presque insolente son autonomie face aux pouvoirs publics et, avec un talent diplomatique certain, arrive à convaincre. Si le directeur réussit à assurer vers l'extérieur, en interne, il n'a ni la stature ni le charisme d'un leader intellectuel. En l'absence d'un collectif de recherche, d'un lieu de formation avec un agenda scientifique partagé, avec une vie intellectuelle propre, le Centre devient un lieu de grande liberté, institutionnellement inclassable, sans idéologie dominante. Son mode de fonctionnement est en grande partie improvisé, y compris son système de classement des archives et ses méthodes d'enquête. Le Centre devient ainsi un organe autosuffisant, formé d'une équipe très hétérogène de par les origines et les personnalités des

---

<sup>22</sup> Van den Heuvel, p. 68.

<sup>23</sup> Van den Heuvel, p. 91.

chercheurs qui le composent. Frans Selleslagh, par exemple, se consacre essentiellement à l'inventarisation des collections et au travail éditorial. Son œuvre scientifique se résume à une histoire peu critique de la Jeunesse Ouvrière Catholique pendant l'occupation. Après sa retraite, il travaille comme volontaire aux archives de l'archevêché de Malines. Wim Meyers qui, comme Selleslagh, rejoint le centre en 1969, est, pour sa part, responsable de la bibliothèque et publie sur la *Vlaamse Landsleiding*, où officiait notamment Robert Verbelen. Nationaliste flamand de gauche, il déploie un humour corrosif. Alain Dantoing (1950-1994) rejoint l'équipe en 1976. Intellectuel de la droite dure, catholique flamboyant, il arbore un portrait de Charles Maurras dans son bureau du centre et ne renie en rien l'idéologie de l'Action française, y compris dans son versant fasciste et antisémite.

Petit à petit, pourtant, Vanwelkenhuyzen s'isole au sein de l'équipe. Après avoir soutenu sa thèse de doctorat en 1978 sur les activités de l'intelligence militaire belge en Allemagne nazie avant 1940, et au fur et à mesure que son soutien à la figure de Léopold III se renforce, il développe un mépris et une méfiance vis-à-vis des universitaires au sein du comité scientifique et au sein du Centre lui-même<sup>24</sup>. Des tensions se développent au sein de l'équipe. À la demande de José Gotovitch et Rudi Vandoorslaer, le directeur est écarté des préparatifs de l'ambitieux colloque que l'équipe prépare pour le cinquantenaire du début de la guerre en 1990. La confiance dont il jouit au sein du comité scientifique se dégrade aussi progressivement. En mai 1978 déjà, Vanwelkenhuyzen avait entrepris de sa propre initiative un voyage en Espagne pour interviewer Léon Degrelle (1906-1994), ce qui lui avait valu le désaveu du comité scientifique. Dix ans plus tard, une nouvelle affaire lui coupera son poste de directeur. Les rapports entre Vanwelkenhuyzen et Albert De Jonghe avaient toujours été difficiles. De Jonghe en voulait à son directeur de l'avoir souvent laissé dans l'incertitude sur le prolongement annuel de son mandat de chercheur libre, ce qui le laissait dans une situation de précarité financière. Le 16 mars 1989 au moment où ses 18 ans de collaboration avec le Centre avaient pris fin, De Jonghe déclare dans un entretien au *Standaard* disposer de preuves que Vanwelkenhuyzen avait fait disparaître des documents compromettants concernant l'attitude de Léopold III pendant l'occupation. Ses accusations sont examinées par le comité scientifique et deviennent « l'affaire Massaux-Limbourg ». C'est en effet avec l'argent du Centre que Vanwelkenhuyzen achète une série de photocopies de documents provenant du comte Robert Capelle (1889-1974), secrétaire de Léopold III pendant l'occupation, à celle qui avait été la secrétaire de Robert Aron (1898-1975), polygraphe français et auteur posthume en 1977 d'un apologétique *Léopold III ou le choix impossible*. Les documents en question, indéniablement le fruit d'un recel, n'intègrent jamais les fonds du Centre. Vanwelkenhuyzen est sommé de s'expliquer sur les conditions de cette acquisition devant le comité le 28 avril 1989, qui décide de recommander son renvoi en tant que directeur du Centre. Le ministre de tutelle Louis Tobback suit cette recommandation en relevant Vanwelkenhuyzen de ses fonctions, avec maintien de son traitement pendant trois ans, jusqu'à sa retraite en 1992. José Gotovitch, qui a soutenu sa thèse de doctorat l'année précédente, est nommé directeur faisant fonction, en tant que chercheur avec la plus grande ancienneté scientifique. En décembre 1991, il devient officiellement directeur.

### Le « Centre Gotovitch »

Les « années Gotovitch » coïncident avec les années fastes dans la vie du Centre et son épanouissement, matériellement, intellectuellement et institutionnellement. D'abord, le Centre avait quitté ses locaux exigus de la rue Joseph II en juillet 1971 pour s'installer Place de Louvain, dans un immeuble moderne, mais sans cachet, en plein cœur de Bruxelles. En 1993, il emménage

<sup>24</sup> *Les avertissements qui venaient de Berlin: 9 octobre 1939-10 mai 1940*. Thèse de doctorat soutenue à l'ULB sous la direction de Jacques Willequet, 1978, 2 vols.

au Résidence Palace, à l'arrière d'un hôtel art déco, en face du Berlaymont, siège de la Commission Européenne. « Le Résidence Palace, c'est mes plus belles années », dira Gotovitch. En 2003, tout en restant dans le modernisme, c'est l'ancien siège de la Prévoyance Sociale au square de l'Aviation, proche de la Gare de Midi, qui devient le port d'attache du Centre, avec un hall d'entrée monumental dans le style paquebot, attendant à la tour d'archives du Service des Victimes de Guerre et ses trésors documentaires. Cette ascension immobilière traduit le soutien politique dont le Centre bénéficie dorénavant. Le grand colloque de 1990 est un moment de consécration scientifique et internationale, mais aussi politique, grâce à la présence du ministre de tutelle Louis Tobback. Gotovitch ne se montre pas moins habile à plaider la cause du Centre auprès des autorités que son prédécesseur vingt années plus tôt, notamment auprès des ministres PS en charge de la politique scientifique fédérale Jean-Maurice Dehousse, Yvan Ylief et son chef de cabinet Philippe Mettens. Le milieu des cabinets PS ne lui est pas étranger, grâce à l'activité professionnelle de sa compagne Emy Spelkens, elle aussi historienne de l'ULB, à l'Institut Emile Vandeveld et ensuite au Commissariat Général aux Relations Internationales (le prédécesseur de Wallonie-Bruxelles International).

Le Centre coorganise avec son homologue français, l'Institut du Temps Présent, une série de 5 colloques sur la résistance, dont l'édition 1994 a lieu à Bruxelles. Le colloque est à nouveau honoré par la présence du ministre de tutelle Dehousse. De très nombreux journalistes se pressent au colloque pour écouter son discours d'ouverture, mais il s'agit principalement de vérifier si le nouveau ministre fédéral acceptera de déroger à son refus catégorique de prononcer une seule phrase en néerlandais. Dehousse accepte de rompre le monopole du français, mais pour prononcer une phrase en serbo-croate... Vérification faite, la presse déserte le colloque. Le Centre coorganise avec Martin Conway et à l'Université d'Oxford un colloque sur *Europe in Exile* et investit le domaine de l'histoire du genre avec une exposition et un numéro thématique des *Cahiers d'Histoire du Temps Présent* en 1998 sur femmes et guerre. Le séminaire mensuel du Centre devient pendant ces années un lieu de rencontre et d'échange unique entre historiens néerlandophones et francophones. Au moment même où le paysage constitutionnel et universitaire belge sépare de plus en plus les deux communautés linguistiques, c'est au Centre que les nouvelles générations de jeunes historiens de l'après 1968 – dont nous – se socialisent dans un environnement de recherche ouvert et bilingue. Ce n'est d'ailleurs pas le moindre des paradoxes que c'est durant les années de la plus forte politisation communautaire autour de la postérité de la Seconde Guerre mondiale que se construit, au et autour du Centre, un large consensus historiographique sur l'histoire de l'occupation nazie en Belgique parmi les historiens universitaires. Le lancement, en 1996, d'une nouvelle revue sous le titre programmatique de *Cahiers d'Histoire du Temps Présent* ('30/'60) est un autre symbole fort de cette nouvelle dynamique.

Au milieu des années 1990, le Centre a plus que relevé le défi lancé par l'affaire Verbelen. En vingt ans, la Belgique a rattrapé son retard vis-à-vis de ses voisins français et néerlandais et traite désormais d'égal à égal avec l'*Institut d'Histoire du Temps Présent* à Paris et le *Rijksinstituut voor Oorlogsdocumentatie* à Amsterdam. Sa réussite ne peut que souligner sa position totalement exceptionnelle dans le paysage institutionnel : centre autonome, disposant d'un comité scientifique hybride qui lui est propre, affilié aux Archives Générales sans en dépendre. La question de la tutelle se pose sans cesse avec les réformes constitutionnelles successives de 1970, 1980, 1988 et 1993. L'enseignement devient progressivement une compétence exclusivement communautaire et les grandes institutions scientifiques nationales peinent à trouver leur place dans ce nouveau paysage. Or le Centre fait office de vilain petit canard dans cette mare, où il côtoie les Archives Générales du Royaume, la Bibliothèque Royale, les musées nationaux et leurs instituts de recherche affiliés. Le statut indéfini du Centre se ressent aussi sur le statut professionnel de son personnel, qui bénéficie des barèmes salariaux des fonctionnaires, mais du régime de retraites des employés, une situation très pénalisante par rapport aux autres grandes

institutions scientifiques. En même temps, ce statut leur donne une certaine liberté, notamment dans l'organisation du temps de travail sous forme d'une journée de « congé scientifique », qui permet aux chercheurs d'investir des chantiers de recherche personnels. Une tentative de la part du bureau d'imposer la semaine de 40 heures en 1975 tourne à la confrontation entre Lode Wils, professeur à la KULeuven et vice-président du Centre, et José Gotovitch, alors représentant du personnel, et se solde par la démission de Wils.

Un autre débat récurrent porte sur le champ d'étude couvert par le Centre. Notamment sous l'impulsion de Jean Stengers, la discussion est ouverte au sein du comité scientifique du Centre entre 1983 et 1987 sur une transformation du Centre en un institut de recherche en histoire contemporaine. Le projet rencontre l'hostilité des représentants des universités en Flandre, qui sont chacun investis dans des centres d'archives et de recherche basés sur une logique d'affiliation politique et linguistique, tout particulièrement l'AMSAB (*Archief en Museum van de Socialistische Arbeidersbeweging – Instituut voor Sociale Geschiedenis*) à Gand et le KADOC (*Katholiek Documentatie Centrum – Documentatie- en Onderzoekscentrum voor religie en samenleving*) à Leuven, mais aussi l'inquiétude des représentants des associations patriotiques, qui craignent une marginalisation de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. En 1995, cinquantième anniversaire de la fin de la guerre, Gotovitch relance la discussion à l'occasion de sa conclusion du grand colloque que le Centre consacre à l'impact de la seconde Guerre mondiale en Belgique et il trouve un relais puissant chez le ministre Ylief, qui avait assuré l'ouverture du colloque, et son chef de cabinet Mettens. La grande réforme se concrétise dans l'arrêté ministériel du 10 janvier 1997. Le Centre change son nom en *Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés Contemporaine/ Studie- en Documentatiecentrum Oorlog en Hedendaagse Maatschappij (CEGESOMA)*. Finalement, les universitaires dans le comité ont levé leur opposition à l'élargissement du champ d'études du Centre, qui pourra désormais couvrir une période allant de 1914 aux années 1960, sans pour autant modifier sa mission de collecte des archives, qui reste ciblée sur le second conflit mondial.

Un deuxième changement important est la disparition des représentants des associations patriotiques du comité scientifique. Plus de cinquante ans après la fin de la guerre, la génération des anciens résistants et prisonniers politiques s'éteint en effet petit à petit. Gotovitch, qui avait pourtant personnellement subi l'hostilité de certains de leurs représentants avant même la création du Centre, conclut à une appréciation très positive de leur rôle au sein du comité scientifique. Des personnalités comme Albert Régibeau et Luc Somerhausen s'étaient portés les garants de l'indépendance de la recherche, parfois contre certains représentants des associations de la première génération comme Jean Fosty et Hubert Halin, mais ils avaient aussi soutenu le Centre contre certaines jalousies des représentants des universités. Après la disparition de Somerhausen, qui a joué un rôle si central dans la création du Centre, Gotovitch pourra surtout compter sur le soutien éclairé de Fernand Erauw (1914-1997), membre du comité dès 1980 et vice-président de 1985 à 1997. Erauw avait été résistant de la première heure, arrêté et déporté à Oraniënburg-Sachsenhausen, où il avait été initié à la franc-maçonnerie par Somerhausen dans la loge créée au camp de Esterwegen « Liberté chérie » qui sera ensuite immatriculée au Grand Orient de Belgique. Conseiller à la Cour des Comptes, il fut aussi professeur de droit budgétaire à la *Vrij Universiteit Brussel*. Sa femme, Nina Erauw (1917-2008), avait également été résistante et déportée et toute sa vie milita pour les droits des réfugiés et les droits des femmes. La disparition de Fernand Erauw suivit de peu la publication du nouveau statut du Centre et clôt ainsi 30 ans de dévouement à la cause d'une histoire critique de la guerre par une série de grandes figures de la résistance, très loin de l'image de patriotards autoritaires soucieux de cultiver leurs mémoires d'anciens combattants et hostiles à la recherche scientifique. Erauw formait un tandem étonnant et efficace avec Francis Balace, l'autre vice-président du Centre depuis 1984, professeur à l'Université de Liège spécialiste de l'histoire militaire, connu par son rôle d'historien à l'écran, qui se décrit volontiers comme à la fois l'incarnation « d'une Belgique de papa » et « anarchiste de

droite»<sup>25</sup>. La gauche engagée et la droite nationaliste ont toujours, au sein du Centre, occupé une place sans commune mesure avec celle qu'elles occupaient sur l'échiquier politique belge.

En 2002, la politique scientifique fédérale connaît une réforme importante, avec la création des Établissements Scientifiques Fédéraux, eux-mêmes regroupés en pôles. Le CEGESOMA intègre le pôle Documentation, avec les Archives Générales du Royaume et la Bibliothèque Royale. Pour José Gotovitch, le Centre est de plus en plus soumis à un ensemble de règles contraignantes de la gestion publique, subit des dispositifs bureaucratiques et des contraintes technocratiques contreproductives. Le Centre entre dans une logique gestionnaire et dans une nouvelle ère managériale. À ce moment, dit Gotovitch, «je décroche». Il organisera encore le grand déménagement vers le Square de l'Aviation avant de prendre sa retraite en 2005. Les festivités que l'équipe lui réserve au moment de son départ montrent à quel point il a su faire équipe et se faire apprécier de ses collègues. Pour Gotovitch, l'autonomie et l'originalité de la structure du Centre sont désormais compromises. La recherche de financements sur projet fragmente la recherche et les travaux sur commande d'une «histoire publique» éclipsent la recherche fondamentale. Paradoxalement, avec la disparition des derniers témoins, la demande sociale et le contrôle politique sur la production historiographique sont devenus plus forts. Avec les études sur la transmission et la mémoire, le Centre déserte le terrain de l'enquête historique pour s'intéresser à ses effets secondaires. Pendant ces années, seul le grand chantier de *La Belgique docile ?* répond encore à une logique qui place les grands problèmes de société au cœur de la recherche à partir de la question de l'attitude de la population et d'une classe sociale particulière, celle des fonctionnaires des administrations publiques, face à la question de la persécution des juifs.

### Quelques réflexions sur « le cas Goto »

En tant qu'historiens, notre objectif en réalisant cet entretien a d'abord été de saisir les contours de la trajectoire professionnelle de José Gotovitch. Comme beaucoup de nos collègues, nous connaissions les grandes lignes du parcours qui l'avait mené des Marolles à l'ULB et au CEGESOMA, mais beaucoup d'aspects plus précis de cette histoire — et notamment la période formatrice des années 1960 et 1970 — nous restaient inconnus. Nous espérons que notre retranscription de cet entretien pourra contribuer à établir les différentes étapes de son projet intellectuel, de ses engagements professionnels et politiques, et de son rôle clef dans l'émergence de la période du milieu du vingtième siècle — la formule '30-'50 dont il fut dès ses origines le principal partisan — en tant que domaine d'études historiques en Belgique et au-delà.

Cet entretien resterait pourtant une occasion ratée si nous ne tentions pas, à nouveau en tant qu'historiens, de tirer quelques conclusions du récit que nous venons de présenter. La première caractéristique qui saute aux yeux est son énergie et son dynamisme exceptionnels dans toutes leurs formes : personnel, intellectuel et scientifique. Toute sa vie durant, José Gotovitch a été le patron et le seul employé de son entreprise, montrant sa capacité à mobiliser toute son énergie dans d'innombrables projets scientifiques – d'abord nationaux et puis, plus sa carrière progressait, aussi internationaux – rédigeant plusieurs ouvrages majeurs et contributions plus pointues et assumant la responsabilité de diriger son institution ainsi que ses responsabilités pédagogiques à l'ULB, qui dans une certaine mesure restait toujours le cœur de son engagement intellectuel. Au milieu de ce travail foisonnant, il a aussi su développer et maintenir une gamme d'amitiés intellectuelles et personnelles qui ont toujours débordé de loin les mondes professionnels qu'il

---

<sup>25</sup> Vincent Genin, "Interview avec Francis Balace" in *Contemporanea*, XL, 2018/1. Accessible sur <http://www.contemporanea.be/fr/article/2018-1-aan-het-woord-interview-met-francis-balace>

habitait. Comme beaucoup d'historiens, José Gotovitch a une fascination tangible pour la diversité des caractères et des comportements. L'hagiographie ne fait pas partie du répertoire professionnel des historiens, mais à plus d'une occasion lors de cet entretien et lors de notre retranscription, nous nous sommes demandé où il a trouvé le temps, l'énergie et la motivation sans relâche pour arriver à mener à bout tout ce qu'il a entrepris pendant sa longue carrière.

Ceci est d'autant plus remarquable à la lumière d'une des thématiques principales à émerger de cet entretien, c'est-à-dire son indépendance et la distance qu'il a toujours maintenue vis-à-vis des institutions dans lesquelles il a joué un rôle si dynamique. L'image qu'il cultive de « petit juif communiste des Marolles » ne résume pas tout à fait un parcours décidément bien introduit dans la vie intellectuelle et sociale bruxelloise, louvoyant allègrement entre les milieux entrelacés de l'ULB, des milieux politiques progressistes bruxellois, de ses principales institutions culturelles et sociales, et des structures institutionnelles et scientifiques de l'État belge. Mais comme cet entretien le montre, Gotovitch lui-même ne s'est jamais entièrement senti appartenir à ces mondes. Cette mentalité de *l'outsider* vient en partie de ses origines sociales et politiques, mais elle est avant tout un trait de caractère. Tout au long de sa vie professionnelle, il est resté quelque part un cavalier seul, travailleur solitaire, ou choisissant librement ses âmes sœurs, déblayant des terrains de recherche avec quelques années ou décennies d'avance sur les individus et institutions qui l'entouraient. Pendant l'entretien, il a exprimé avec une chaleur humaine particulière sa reconnaissance envers ceux qui l'ont soutenu à des moments clefs dans sa carrière, notamment Jacques Willequet, Jules Gérard-Libois, Jean Stengers et Fernand Erauw. Mais cet entretien reste avant tout le récit d'une trajectoire individuelle, dans laquelle la loyauté envers les institutions ou les réseaux comptait moins que sa confiance en lui et son énergie intellectuelle.

L'indépendance dont il témoigne suggère aussi une particularité qui a caractérisé la recherche sur l'histoire contemporaine en Belgique en tant que telle lors de la deuxième moitié du vingtième siècle. On a souvent souligné le retard avec lequel l'étude historique de la Deuxième Guerre mondiale s'est développée en Belgique. Ce retard s'explique par un milieu scientifique obstinément pluriel, enraciné dans des réseaux locaux et des affinités intellectuelles et personnelles. Même si cette structure profonde a empêché l'émergence de grandes initiatives étatiques comme dans ses pays voisins, ce paysage fracturé a paradoxalement produit une culture informelle et relativement permissive. Elle a ainsi offert un environnement favorable dans lequel Gotovitch a pu initier ses recherches sur la presse clandestine et la résistance au sein de l'ULB, avant de transférer ces chantiers, ainsi que l'agenda intellectuel et scientifique plus large qui les inspirait, vers les structures émergentes du Centre au début des années 1970.

La fracturation du paysage scientifique fut aussi l'expression d'une société pillarisée. Des institutions comme l'AMSAB et le KADOC, entre autres, ont toujours été façonnées par leur appartenance aux familles politiques qui ont dominé la société et l'État belge au vingtième siècle. Vu la loyauté profonde qu'il a exprimé pendant des décennies envers le parti communiste, José Gotovitch constitue une exception frappante à cette règle, même si ce choix ne l'a jamais coupé de liens forts avec les milieux plus larges de la gauche bruxelloise. Son affiliation au Parti Communiste, dont il parle dans cet entretien avec une certaine réserve, et plus en termes d'anecdotes et d'affect que de conviction politique, a pu constituer à certains moments un obstacle à sa carrière scientifique. Inversement, le fait qu'il a toujours donné la priorité à sa loyauté professionnelle d'historien critique sur sa loyauté politique l'a mis à certains moments clefs au ban de l'hierarchie du parti. En fin de compte, la Belgique n'a jamais versé dans l'anticommunisme institutionnel inquisitorial qui a brisé la carrière académique de tant de chercheurs dans d'autres pays européens. En effet, on sent parfois dans cet entretien comment cette identité communiste a pu jouer à son avantage dans une société très attachée à la défense de la diversité et à la liberté d'expression. C'était particulièrement le cas à l'ULB, où sa carrière

permet à ses mentors de mettre en pratique l'idée du libre examen qui fonde l'institution. Mais au Centre aussi, le fait d'être catégorisé communiste le sortait du jeu des nominations politiques pratiqué par les formations politiques les plus puissantes. Rétrospectivement, le constat s'impose : le Parti Catholique, ensuite PSC/CVP, et le Parti Ouvrier Belge, ensuite Parti Socialiste, se sont distingués par leur faible présence tant dans la résistance pendant la guerre que dans l'élaboration d'une historiographie de la période de la guerre après. José Gotovitch était différent, mais d'une façon qui lui permettait de se frayer son chemin entre les plaques tectoniques de la géologie politique belge au vingtième siècle.

Les nombreux succès de la carrière de José Gotovitch, tout comme les frustrations auxquelles il s'est heurté, symbolisent assez bien l'évolution de la Belgique au cours du second vingtième siècle. Son affiliation communiste et ses origines familiales d'immigré juif, mais très bruxellois, l'ont projeté au cœur des drames qui s'y sont joués. Après le faux départ du projet de doctorat sur le *Raad van Vlaanderen* — probablement les fiançailles les plus improbables entre un historien et son sujet — le projet qui n'a jamais cessé de l'inspirer, de croiser l'histoire du communisme et l'histoire de la résistance, lui a permis d'étudier la transformation beaucoup plus large de la Belgique d'un État centralisé, dominé par une élite bourgeoise soudée, en la société qu'il habitait lui-même, socialement et politiquement infiniment plus diversifiée.

Ce qui veut aussi dire que la Belgique, en quelque sorte, était mûre pour José Gotovitch. En cela, sa carrière a bénéficié d'un timing heureux. Le succès intellectuel et éditorial précoce dont il jouit avec la publication (avec Jules Gérard-Libois) de *L'an » 40* était entièrement mérité, mais il reflète aussi l'appétit d'une société belge au début des années 1970 pour une autre histoire, plus complexe, de ses années de guerre. *L'an '40* est en son genre l'équivalent belge du *Chagrin et la Pitié* en France et il a fourni l'oxygène intellectuel et politique qui a permis au Centre de développer son triple rôle d'institution d'archive, de lieu de recherche national capable de générer des projets scientifiques indépendants de toute affiliation confessionnelle ou régionale, et de forum du débat public sur l'histoire récente. José Gotovitch a joué un rôle central et décisif dans chacun de ces trois chantiers, comme cet entretien le montre. Mais il a aussi bénéficié d'une conjoncture favorable de l'intérêt public, du soutien des autorités politiques et d'une énergie scientifique collective qui lui ont permis, avec les nombreux collègues qu'il a initiés dans cette voie, d'être au cœur du champ de recherches sur la Belgique au milieu du vingtième siècle, un champ qui prit son envol au moment où ce siècle touchait à sa fin.

Rien de tout cela n'est éternel, bien entendu, et au cours de sa longue carrière, José Gotovitch a été simultanément le témoin de la transformation du communisme d'une idéologie politique en une relique de l'histoire contemporaine européenne et de celle d'une culture de la recherche scientifique peu structurée des années 1960, qui laissait une place aux projets individuels et de longue haleine, à l'ère de la recherche collective et contractuelle qui a émergé dans les années 1990 et 2000, aboutissant à son intégration dans les Archives Générales du Royaume. Les modes intellectuelles changent aussi; et la guerre, ainsi que le répertoire particulier de questionnements historiques et politiques que cette période soulève, n'occupent plus la même place centrale dans une recherche historique en Belgique, désormais plus régionalisée et européanisée que proprement nationale.

Comme cet entretien le montre, José Gotovitch est conscient de ces changements et il reconnaît que beaucoup d'aspects de sa biographie personnelle et de son identité intellectuelle appartiennent désormais à un passé qui est à la fois proche et pourtant différent du présent. La lucidité avec laquelle il observe ces changements est une preuve de plus de ses qualités d'historien. Il montre aussi à quel point la vie et l'œuvre de José Gotovitch, ainsi que les

questionnements historiques que ses travaux ont éclairés, peuvent nous fournir des clés pour mieux comprendre l'histoire de la Belgique au vingtième siècle.